

Prolégomènes politiques

par M. Ludovic ROBBERECHTS.

Docteur en Philosophie et Lettres. Aspirant du F.N.R.S.

★

La politique a mauvaise presse chez les bien-pensants. Et ceux mêmes qui avouent son importance s'en désintéressent par lassitude. Elle est pourtant le complément indispensable de la morale (1). Il n'est plus possible au XX^e siècle d'aimer nos frères sans promouvoir, chacun dans son rayon d'action, les décisions politiques qui seules peuvent combattre efficacement la faim de tant de millions de nos semblables.

Quelle attitude politique devons-nous donc adopter ?

**

Définissons d'abord l'objectif altruiste qu'à l'impérieux devoir de viser tout être humain en tant qu'il est humain : que toutes les personnes « possèdent la vérité que je connais, qu'elles reçoivent les richesses qui leur sont dues et l'estime à laquelle elles ont droit » (2).

Le but étant fixé, vient la question des moyens ou des fins intermédiaires.

Et ici une nette distinction s'impose, selon que je me trouve dans les rangs du gouvernement ou que je suis un simple administré. Il n'y a pas de milieu : ou bien je suis à la tête d'une nation et mes décisions engagent celle-ci dans sa totalité après avoir tenu compte du bien commun dans sa totalité, ou bien je ne représente qu'une fraction de cette nation, si étendue soit-elle. La même distinction vaut d'ailleurs pour une éventuelle société des nations ; ce seront alors les différents Etats qui feront figure de particuliers.

Le problème des moyens à mettre en œuvre pour réaliser un monde humain se pose de façon totalement différente au gouvernement et aux

particuliers, en vertu de l'inégalité foncière que présentent l'étendue de leur information, l'efficacité de leurs moyens d'action et le retentissement de leurs décisions.

Un ministre a besoin de tout un ministère, et un Premier ministre d'une série de ministres pour savoir de quoi il s'agit. Quelle organisation particulière pourra jamais atteindre pareille vue d'ensemble ? Les moyens d'action dont dispose le gouvernement ne sont pas moins étonnants, et c'est même une des choses qui frappent le plus dans l'Etat moderne. Quant aux conséquences pratiques d'un décret gouvernemental ou d'une loi, leur gravité est la caractéristique principale du pouvoir politique. A côté des techniques et des religions, c'est à la politique qu'il revient d'avoir modifié la face de la terre et façonné la vie et la pensée des individus.

C'est donc successivement du point de vue du gouvernement et du point de vue des administrés que nous devons étudier l'action politique — dans sa préparation (I), en elle-même (II), dans sa manière (III) et dans ses résultats (IV).

A. L'ACTION POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

I. L'information.

Une information complète est la première condition d'une intervention pertinente. En politique, cette information s'étend quasi à l'infini : tous

(1) WEIL E., *Philosophie politique*, Paris, 1956, pp. 19-23, 27-33, 41-44, 57, 113 et 174.

(2) NABERT J., *Eléments pour une éthique*, Paris, 1943, p. 160.

les secteurs de la réalité historique y figurent, chaque secteur dépendant des autres et la politique agissant sur tous. Citons les données économiques, financières, sociales, historiques et psychologiques, et cela tant sur le plan national qu'international, et portant sur le passé, le présent et l'avenir.

Tous ces renseignements sont nécessaires, non seulement parce que gouverner c'est prévoir, mais parce que la tâche propre du pouvoir politique est de servir les intérêts de tous. Son devoir est d'être impartial et de surmonter les points de vue particuliers; son souci est le bien commun. Ceci, à vrai dire, est requis de toute décision et même de toute opinion politique, d'où qu'elle émane : *un jugement sera valablement politique dans la mesure où il tiendra compte de la totalité des éléments qui doivent intervenir dans ce jugement*. Nous verrons plus loin les leçons que le particulier doit tirer de cette constatation lorsqu'il la rapproche de l'étroitesse inévitable de son information privée et de ses revendications.

Dans la pratique gouvernementale, les données d'un problème représentent bien davantage que de simples renseignements : ce sont les données qui imposent la solution, ne laissant que très rarement une marge d'indétermination suffisante pour que l'arbitraire du politicien puisse s'exercer. Et, sans doute, cette indétermination existe, mais le public a toujours tendance à l'exagérer, tendance qu'alimente le politicien qui, en effet, a tout avantage en vue de sa nomination à grossir l'importance de ses interventions personnelles. Ces interventions ne peuvent qu'infléchir dans un certain sens le cours de certains événements, et encore est-ce là un travail délicat et de longue haleine. Et lorsque par bonheur les faits que la politique doit manœuvrer se montrent quelque peu dociles, les objectifs immédiats restent invariables; avant d'entreprendre des réformes sociales, il faut nourrir le peuple ; c'est la tâche première du gouvernement, et l'on voit immédiatement combien dérisoires deviennent les querelles d'opinion devant ce problème. C'est ainsi que les Français purent constater que la politique algérienne de la IV^e République fut — au début du moins — non pas renversée, mais renforcée par celle du général de Gaulle. Etant donné l'importance des pétroles sahariens pour l'avenir économique de la France, aucune hésitation n'était en effet possible. La pre-

mière découverte que fait le politicien en accédant au pouvoir, c'est de mesurer combien jusqu'alors il était ignorant des problèmes véritables, de leur nombre et de leur complexité.

Une branche de plus en plus indispensable de l'information politique est actuellement la *programmation* économique. On l'accuse bien à tort de favoriser le dirigisme, car elle n'est que la conséquence inévitable du développement de l'industrie, des transports et de la concurrence internationale. Une spécialisation à outrance s'impose pour toute fabrication et met chaque secteur industriel en dépendance étroite vis-à-vis de tous les autres. L'Etat seul est alors à même de coordonner la vie économique, d'assurer ainsi une certaine vraisemblance aux prévisions et d'éviter les catastrophes.

Mais la politique ne doit pas seulement tenir compte des faits : il y a aussi les réactions du public, les mouvements d'opinion. La psychologie des foules fera donc partie intégrante des données de la politique. Ici surtout peut se révéler la valeur personnelle de l'homme d'Etat. Il n'y faut plus seulement des chiffres et des statistiques, mais du flair et un tact consommé. Il faut savoir payer de sa personne. Il y a aussi tout un art à habiller les événements de façon à n'en montrer au public que ce qu'il en peut savoir, tout en ayant l'air de lui en dévoiler tous les ressorts. La technique publicitaire rend alors d'inappréciables services. On peut presque avancer qu'une politique qui se maintient le doit à l'efficacité de sa propagande.

Qui dit propagande, dit slogans et idéologie. Et, en effet, s'il faut fort peu de principes pour nourrir un peuple, il en faut étaler de nombreux, de solides et de bruyants pour obtenir sa collaboration, ou du moins faire en sorte qu'il se tienne coi.

Quand ce n'est pas la théologie, c'est la philosophie qui paie ici les frais de l'opération. Qu'elle en sort rarement indemne et que son crédit s'en voit encore diminué, c'est trop évident, mais n'entre pas dans notre propos. Nous tenons seulement à indiquer qu'à notre époque aucune action politique n'est plus possible sans justification théorique. L'opinion publique exige de son gouvernement un vernis de moralité. Nous sommes tous complices de l'injustice et de la violence de notre monde et avons d'autant plus besoin d'entendre

proclamer les bons motifs qui nous empêchent de nous en dépêtrer.

Le politicien ne peut accorder trop d'importance aux idéologies : les dernières décades ont montré qu'elles sont à la base des plus grands bouleversements politiques. Ce ne sont plus des « guerres de religion », mais elles ne sont ni plus rationnelles ni moins atroces. Leurs fétiches s'appellent Race, Classe prolétarienne ou Indépendance. Au politicien à posséder une philosophie saine et à savoir comment la défendre par la parole et l'appliquer dans les faits.

II. L'intervention.

L'information politique conduit à l'action. C'est élémentaire, et pourtant c'est en général le contraire qui se produit. Le gouvernement n'ose pas toucher à l'ordre établi. Les démagogues les plus révolutionnaires de la campagne électorale, une fois qu'ils ont les leviers en mains, n'osent plus les actionner.

Plusieurs explications sont possibles. Par la paresse : celui qui est nommé, jouit des honneurs et se constate bien payé, n'éprouve plus le besoin de se fatiguer. Et, en effet, pour qui veut la mener à bien, rien n'est plus terrible à entreprendre qu'une réforme, surtout en pays démocratique.

Par le profit : ceux que l'injustice enrichissait ne demandent pas mieux que de céder un pourcentage de leurs bénéfices au secrétaire d'État qui assurera la stabilité de cette injustice. Des traditions se créent ainsi qui sont un de ces éléments qui assurent la continuité d'une gestion, malgré la diversité des individus et des partis qui s'y succèdent.

Par la peur : et il n'y a pas que la peur d'une balle dans la peau, mais aussi celle de l'inconnu, la peur d'un avenir qu'on ne peut entièrement prévoir, qui posera des problèmes nouveaux, qui risquera de nous échapper des mains ; la peur d'agir parce que nos actes auront des répercussions, et que certaines de leurs conséquences pourraient nous accuser. On se souvient alors que celui qui ne fait rien ne fait non plus rien de mal — ce qui n'est jamais aussi faux qu'en politique où toute passivité, tout laisser-aller équivaut à encourager la violence des forces en présence, à consacrer le régime de la nature, c'est-à-dire de la jungle, du plus fort qui avale le plus petit.

Rien n'est donc plus condamnable que l'inertie des dirigeants. Lâcheté, vol, trahison sont des noms trop doux pour la qualifier. La seule raison d'être de la politique c'est de faire en sorte que notre monde devienne plus humain, que les richesses y soient mieux partagées, que chaque individu, et pas seulement quelques privilégiés, jouisse de la liberté qui revient à tout être humain — et d'une liberté qui ne lui est pas seulement reconnue sur papier comme au XIX^e siècle, mais qui lui est assurée concrètement par les possibilités réelles qu'on donne à chacun de s'instruire, de gagner le nécessaire et le superflu qui ne l'est pas moins — et voilà que les organisateurs se croisent les bras ! Ils existent, pour que ça aille mieux, et ils s'en tiennent à ce qui est déjà ! Ils sont là pour que ça change, et leur inertie consolide ce qui devait changer !

Mais, dira-t-on, la donnée première de l'information politique n'est-elle pas la complexité des problèmes ? N'avons-nous pas constaté le poids de tous ces déterminismes et le peu de place qu'ils laissent à l'intervention des gouvernements ?

Mais n'avons-nous pas noté également que l'information du politicien ne s'arrête pas au passé et au présent, mais comprend aussi l'avenir ? Et l'avenir ce n'est pas seulement ce qui découlera des faits actuels : c'est ce qui découlera de ces faits et de ce que j'en aurai fait. Une prévision politique n'est pas une prévision d'astronomie mais un *programme d'action*.

Et c'est dans la mesure où un gouvernement, dans son programme, aura davantage tenu compte de ses interventions futures qu'il se mettra lui-même dans la possibilité de les réaliser. Les réformes ne viennent pas sans avoir été décidées (3). Pour agir il faut d'abord *vouloir* agir. Alors seulement il y a moyen d'opérer une percée dans l'enchevêtrement des nécessités. Alors seulement une « occasion » peut se présenter et les faits, d'abord opaques, tracer les voies qu'empruntera notre initiative. Celui qui sait d'avance que tout espoir est

(3) « Ce qui est techniquement nécessaire (nécessaire si tel but doit être atteint dans telle situation) sera souvent favorisé ou contrecarré par la tradition de la communauté ; mais c'est la tradition même de cette communauté et sa volonté de survie qui établissent le but en vue duquel la nécessité technique surgit. Ce qui est souhaitable pour la communauté peut se heurter à des difficultés techniques ; mais c'est ce qui est souhaité qui transformera la technique ». WEIL E., *Philosophie politique*, Paris, 1956, p. 126.

perdu, « qu'il n'y a rien à faire » et qu'il y aura toujours des riches et des persécutés, celui-là non seulement ne travaille pas à susciter une occasion d'intervenir, mais ne la remarquera pas si jamais elle se présente. Il vit dans le passé, pour le passé et ne sait pas ce que c'est qu'un être humain.

Sans doute il est difficile d'intervenir, pénible et harrassant. Les faits sont contre vous et ce qui est plus grave, l'on se met tout le monde à dos. Les plus avisés vous découragent ; le mauvais vouloir systématique des autres, la calomnie, la moquerie de ceux qui vous traitent de jeune et de naïf, toute cette énorme masse d'inertie, de médiocrité et de bassesse qu'il faut remuer et soulever, cela représente une torture de tous les instants. Rien n'est pire que de vouloir déranger les gens dans leurs habitudes — habitude du luxe chez le capitaliste, habitude de l'inconfort chez le paria.

Et pourtant ces habitudes *doivent* changer. Et le politicien est le premier à devoir les attaquer, le premier par l'importance de ses moyens d'actions.

Ces moyens sont malpropres ? Oui, la police, les prisons, la propagande, l'argent, sont indignes de l'homme. Mais que le riche exploite le pauvre, que le Blanc méprise le Noir, qu'un Parti tyrannise des peuples entiers, que l'Occident se gave et que l'Orient crève de faim, c'est bien plus indigne encore.

On ne demande pas au politicien de faire le puriste, mais de combattre l'injustice, même s'il ne peut que remplacer une grande injustice par une moins grande. La technique politique comprend l'art de discerner entre le pire et le moins pire.

Et une fois ce discernement effectué, il *faut* entrer en lice. La non-intervention est ici criminelle, criminelle en soi. La grande leçon à tirer de la politique russe depuis 1917, c'est que ces politiciens se sont mis dans une situation telle qu'ils se trouvaient acculés, de la façon la plus contraignante, à intervenir sans cesse, à modifier, à bouleverser, à critiquer l'acquis, à tout remettre en question et à recommencer par la base.

Il est trop tôt pour faire la balance des profits et pertes de leur action, mais il est certain du moins que tous les pays du monde « libre » sont en train de profiter de leur expérience. Que nos gouvernants en tirent comme leçon qu'une injus-

tice permanente exige un redressement permanent, une « révolution permanente ».

III. La manière.

Une révolution permanente, oui, mais pas des coups de tête. Une révolution qui ne brise pas ce qu'elle entend sauver. Il faut agir, sans arrêt et le plus possible, mais il faut savoir que toute action entraîne une réaction et que celle-ci peut changer en leur contraire tous les avantages obtenus par l'action. On a vu les plus belles institutions engendrer les pires violences ; qu'on songe à la torture judiciaire. On a vu des révolutions qui ne faisaient que renforcer l'injustice du régime aboli ; qu'on songe à l'Amérique latine ou aux premières années de la révolution chinoise.

Platon analysa jadis ce mécanisme de la vie politique : les excès de l'oligarchie engendrent la démocratie, les excès de celle-ci la tyrannie et ainsi de suite (4). Le fruit direct de la Révolution Française fut Napoléon, despote à l'intérieur et brigand international. L'U.R.S.S., qui se dit communiste et anticolonialiste, mit des millions d'individus aux travaux forcés dans ses mines et ses camps. Savonarole, qui voulait que la vertu règne à Florence, fut amené à exiger des enfants qu'ils dénoncent aux autorités les incartades de leurs parents.

Et en face de ces expériences méridionales ou slaves, nous voyons les pays de la Mer du Nord obtenir des résultats politiques équivalents, sinon supérieurs, sans faire le moindre bruit, et en faisant assurément beaucoup moins de victimes et pour ainsi dire sans changement de régime.

Que faut-il en conclure, sinon que l'action la plus spectaculaire n'est pas nécessairement la plus efficace ? Les réformes retentissantes déchaînent les passions et multiplient les dégâts ; elles vont trop vite en besogne et sont suivies de malheureux retours en arrière. La réalité politique, les faits économiques et la pâte humaine ne se prêtent pas à des modifications brusques.

Bref, on ne peut agir sur l'histoire qu'à la manière de l'histoire (5) : par retouches successives et lents redressements.

(4) *République*, VIII, 544 c et ss ; voir aussi E. WEILL, *Philosophie politique*, Paris, 1956, p. 204.

(5) C'est une des profondes intuitions de Merleau-Ponty, dans *Signes*, Paris, 1961.

L'information du politicien doit donc lui permettre d'agir, d'agir en fonction des faits et d'agir à la manière des faits. Renverser tout ce qui est établi, c'est se priver de ce que le passé produit de positif — et Dieu sait si le chemin fut long depuis les cavernes. C'est à partir de l'acquis qu'il faut agir, graduellement, par une *pression calculée, c'est-à-dire modérée mais constante* (6). Un engrenage n'embraie sur un autre que s'il est du même type et si au départ sa vitesse est égale.

C'est ici le moment de rappeler qu'on ne fait pas de la bonne politique à coups de décrets, mais en préparant le terrain longtemps à l'avance, en y mettant beaucoup de patience (7). Après avoir prêché la nécessité de « *faire quelque chose* », la vigueur de l'intervention, il nous faut prêcher la modération de celle-ci. Ces exigences sont contradictoires : il faut pourtant que le politicien s'en accommode. Il doit haïr le compromis et toutes les mesures qu'il prend ne peuvent être que des compromis. Il a pour mission essentielle de réaliser des changements radicaux, et n'a le plus souvent le droit d'exécuter que des tâtonnantes réformes. Se croiser les bras c'est donner libre cours à la violence, mais agir de façon inconsidérée c'est ajouter à cette violence (8).

La théorie, ce n'est pas la pratique. Et en politique les circonstances ont plus d'importance que les principes.

En théorie il semble, par exemple, évident que les *holdings* doivent être considérés comme l'ennemi numéro un des classes laborieuses. Leur puissance économique maintient des pays entiers sous leur domination capitaliste, et la première chose à faire, pour un gouvernement de gauche, sera de les supprimer. Or, en fait, cette situation est dépassée et quantité de grosses sociétés financières doivent être considérées comme des bienfaiteurs de la classe ouvrière. Non seulement elles ont créé d'innombrables emplois, diminuant d'autant le chômage — haussant le niveau de vie, etc. — mais par l'étendue même de leur autorité économique elles ont coordonné l'activité industrielle de vastes régions en fonction de la situation économique générale, évitant ainsi ces crises dont les travailleurs sont les premières victimes, et cela bien avant que les gouvernements aient songé à agir dans le même sens.

Ceci ne veut pas dire qu'ils aient agi par pure

philanthropie — c'eût été, dans la jungle de la haute finance, signer leur arrêt de mort. Mais il serait faux de dénier aux responsables tout souci de justice, même si ce souci ne vient qu'en second lieu. Il existe, au contraire, une constante dans l'histoire des hommes, qui fait que les tyrans les plus dénués de scrupules, dès qu'ils exercent leur pouvoir, se préoccupent volontiers des petits.

Un autre débat théorique acharné est celui qui oppose les partisans de la démocratie à la manière du bloc soviétique aux partisans de la démocratie à la manière occidentale. Les pires injures s'entrecroisent, et que constate-t-on en fait ?

Que chacun des deux blocs s'inspire de plus en plus de la manière d'agir de l'autre. M.G. Burdeau l'a excellemment montré (9) : tandis que les pays communistes sont obligés de lâcher du lest, les pays occidentaux serrent la vis. Les pays totalitaires tiennent compte du peuple, de son confort et de ses revendications idéologiques ; les pays libéraux voient sans cesse grossir l'appareil de l'Etat, ses interventions et son autorité. D'un côté, on perd de vue que la Révolution d'octobre n'était que l'amorce de l'explosion mondiale du capitalisme, et les « révolutionnaires » se mettent à fabriquer frigos et lessiveuses ; de l'autre, on restreint de mille manières l'usage de la propriété privée (10) et l'on voit baisser de jour en jour l'autorité parlementaire.

L'impression s'impose alors que l'on marche vers une méthode unique de gouverner, méthode qui éviterait à la fois l'impuissance d'un gouvernement tributaire de l'opinion publique et les inconvénients d'une dictature qui n'est plus de saison ; une méthode qui concilierait l'allure démocratique et l'efficacité d'un pouvoir autocratique fortement centralisé (11).

(6) KANT I., *Zum Ewigen Frieden*, 1795, pp. 72 et 84-85.

(7) « Il est vrai que l'illusion de pouvoir modeler la société au gré du vouloir humain dans le court espace d'une génération est très tenace en l'homme ; ce n'en est pas moins une illusion ». NEDONCELLE M., *Encyclopédie Française*, tome XIX, 1957, p. 19.10-5.

(8) DOMENACH J.-M., in *Esprit*, mai 1960, p. 799.

(9) *La démocratie. Essai synthétique*. Bruxelles. Office de Publication, 1956.

(10) Notons à ce propos que le Parti Socialiste allemand déclara lors de son dernier congrès, ne plus exiger la nationalisation des biens de production. On se demande alors à quel titre ce parti se nomme encore « socialiste ».

(11) Sur l'autocratie, voir WEIL E., *Philosophie politique*, p. 157 ss.

La joute politique redevient alors ce qu'elle fut toujours : une course au pouvoir, aux nominations. Chacun entend préserver sa zone d'influence et n'hésite pas, à cet effet, à exciter les querelles de mots, sans se rendre compte qu'au lieu d'éduquer ainsi les individus à la rationalité et à l'universalité, il accentue ce qu'ils ont en eux de violent et de passionnel. Si bien, qu'en fin de compte, « l'individu se trouve rejeté sur lui-même et se découvre isolé et abandonné » (12), avec les conséquences que cela entraîne. C'est lui qu'il fallait aider, et c'est lui la victime.

La pratique politique a moins besoin de géniales théories que d'un lourd bon sens. La politique coloniale française, qui voulut toujours s'inspirer des droits de l'homme que la France avait apportés au monde, fit probablement plus de dégâts que le froid calcul des impérialistes d'Outre-Manche. On connaît aussi la désastreuse expérience que firent les Américains aux Philippines. Et, quant à l'Eglise, ce n'est que depuis peu qu'on commence à s'y rendre compte qu'il est aussi contraire à sa mission de tuer païens et hérétiques que d'imposer aux non-Européens des catégories religieuses, une mentalité et une tournure d'esprit propres à la culture gréco-romaine.

Concluons qu'après le courage, la souplesse est la vertu politique par excellence. Qui ne sait pas tourner casaque à temps devient aussi condamnable que toutes ces belles institutions qui, par leur rigidité, ont fini par agir dans un sens exactement contraire à leur intention initiale.

IV. Les résultats.

L'addition des trois rubriques précédentes ne peut donner qu'un total décevant. La réalité politique est le royaume de la demi-mesure, du compromis, du médiocre, du provisoire. On n'en revient que déçu, et les mains sales.

Sans doute est-ce pour cette raison que toute une mise en scène continue d'accompagner les dirigeants, et d'autant plus qu'ils sont plus haut placés. Car, plus ils sont haut placés, plus ils connaissent la vanité de leur rôle et l'impuissance de leur action. Le décorum compense alors leur désillusion et leur permet de continuer à croire en l'importance, d'ailleurs très réelle, de leur personnage. Plus on avance dans la hiérarchie de l'Etat ou de l'Eglise, plus les décisions qui passent

par vous plutôt que vous ne les prenez, sont moralement basses, humainement médiocres, pour ne pas dire inhumaines. Toute la fange de notre monde semble refluer vers ces positions. Et, en même temps que l'appareil extérieur console alors ses marionnettes, elle maintient le public, vis-à-vis de l'autorité, dans ses croyances et à une indispensable distance

Car tout n'est pas vain dans le cérémonial. On ne peut que rire des âmes romantiques qui pleurent les fastes de l'Ancien régime; il faut néanmoins reconnaître que lorsque chaque village avait son château et son seigneur, la vie y prenait un relief et des couleurs que nous ne leur connaissons plus aujourd'hui. Un pays qui remplace son roi par un quelconque Président de la République, se prive automatiquement d'une foule de sentiments produits par son histoire, sentiments de fierté, d'unité et de courage; tout un pathétique lui échappe, et avec lui une bonne part de ce qui donnait malgré tout un certain caractère humain à la vie politique. On a mis à sac le salon : il reste la loge du concierge, tapissée des brillantes couleurs nationales, mais qui sent la soupe.

Une branche particulièrement typique de la vie politique est la diplomatie. Quoi de plus cocasse — et de plus tragique — que le fait que là où seules la raison et la sagesse devraient intervenir et décider, ce soit là précisément que les impondérables, les hasards et les ruses jouent le plus grand rôle (un sourire, un compliment bien tourné, une attitude distante, l'envoi de tel négociateur plutôt que tel autre) ? Et pourtant la diplomatie semble bien devoir durer aussi longtemps qu'il existera dans le monde des intérêts et des désirs différents, c'est-à-dire aussi longtemps qu'il y aura des hommes.

Le métier de diplomate est particulièrement grisant en ce qu'il donne l'impression d'être important et réservé aux plus habiles (c'est-à-dire aux plus « intelligents »), et cela tout en comportant un mandat de la société. Au réconfort exceptionnel de se savoir remplir une mission sociale, le diplomate ajoute la conviction d'être néanmoins supérieur à la société, lui seul connaissant la situation et les intérêts véritables de celle-ci et exécutant sa tâche au milieu de beaucoup de

(12) WEIL E., *Philosophie politique*, Paris, 1956, p. 89.

secrets et de privilèges. Il se sent ainsi plus malin que l'homme d'action, que cette partie travaillante et vulgaire de la société, qui ignore ce qu'elle fait et où elle va, qui ignore toute la portée réelle (internationale par exemple) de ses entreprises. Le diplomate peut avoir réellement le sentiment de manœuvrer les pièces d'un jeu d'échec auquel toute la vie publique serait réductible. A sa manière, il croit triompher de la vie. Et son jeu n'est pas sans analogie avec le théâtre.

Les nécessités de la politique se jouent de bien d'autres personnages encore.

Prenons le cas d'André Malraux, plus frappant que celui de de Gaulle parce qu'il revient de plus loin : depuis qu'il n'est plus dans l'opposition mais travaille à la grandeur politique de la France, il n'est qu'à considérer la platitude, l'emphase et le chauvinisme de ses discours. Comparés au style nerveux et lucide de ses romans et de ses études sur les arts plastiques, ils donnent la nausée. Et pourtant ils ont fait merveille dans plus d'un milieu, à commencer par les pays d'Afrique, continent de l'avenir et de première importance pour la France de demain.

Un autre exemple serait la Compagnie de Jésus. Il est difficile de parler d'elle, car sa cohésion, son organisation et son efficacité incomparables en font l'objet d'une jalousie presque universelle, jalousie que le genre de vie irréprochable de ses membres ne fait que renforcer. Et, pourtant, peu de groupements peuvent revendiquer une ambition et un esprit plus intrinsèquement chrétiens. Il suffit de se référer à saint Ignace (13). Ses disciples ont aussi fort bien conservé l'esprit d'aventure qui le caractérisait, ce goût durisque qu'il alliait à un sens non moins aigu de la prudence et de l'obéissance.

Mais, voilà, lorsqu'on veut agir efficacement dans notre monde, on a rarement le choix des moyens. Ainsi, pour assurer un minimum de durée à une entreprise, il faut de l'argent et beaucoup d'argent. Et si cette entreprise a pour but de se faire entendre, il lui faut un auditoire nombreux et stable afin de conserver un certain prestige. Et ceci est doublement vrai lorsque c'est le Christ que l'on veut prêcher : la nature même de cette prédication fait que les gens préfèrent ne pas l'entendre ni surtout la comprendre.

Le premier problème sera donc de s'assurer un public, une clientèle. Car si l'on commence par effaroucher tout le monde, on n'aura plus personne à qui donner des remontrances. D'où la valeur d'une compétence scientifique (les Bollandistes et les astronomes, etc.), philologique et pédagogique (les collèges qui forment si courageusement leurs futurs adversaires) — ce qui est encore chrétien. D'où la nécessité de se commettre avec la partie la moins intéressante de la société, mais la plus utile en matière de crédit et de pouvoir temporel, ce qui n'est plus chrétien du tout. D'autant plus qu'on est ainsi entraîné dans des intrigues de toutes sortes et acculé aux procédés les plus vulgaires de la politique. On entre en compétition avec d'autres groupes influents et on ne leur tient tête qu'en s'appropriant leurs armes, depuis le monopole de certaines bourses de voyage jusqu'à la calomnie systématique (14) en passant par l'espionnage international. Et sans doute le rationalisme corrompt-il de l'intérieur et par la racine toute saine pensée et toute authenticité humaine; n'empêche que les méthodes qu'on lui oppose — et qu'on doit lui opposer, et que d'autres devraient lui opposer si la Compagnie ne s'en chargeait — font parfois souhaiter que surgisse de temps en temps un nouveau Pascal.

Concluons de tout ceci que la pratique politique, malgré le cérémonial compensatoire, est un triste métier, indispensable pourtant dès que des hommes habitent ensemble. Toute l'ambiguïté humaine s'y rassemble et s'y épanouit; les aspects les plus édifiants et les côtés les plus bas de l'être humain y apparaissent au grand jour et à une grande échelle. Les nécessités les plus pénibles s'y accumulent — prisons, peines de mort, guerres, mensonges, etc. — et ne peuvent se passer d'un responsable. Un scrupuleux ou un pacifiste ne pourrait y tenir, et y ferait d'ailleurs plus de tort

(13) Ce recours au fondateur pour expliquer l'esprit d'un ordre religieux est rarement possible en dehors des Jésuites. Comment en effet comparer la sainteté improvisée du fondateur avec la sainteté organisée de ses fils spirituels? Comment comparer au dynamisme de l'aventurier l'institution qui abrite, habille et nourrit ses successeurs, les soigne en cas de maladie et se charge de leurs vieux jours? Au fond, il y a contradiction dès qu'un ordre religieux survit à son fondateur: on y donne à imiter l'exemple de quelqu'un qui, précisément, refusa d'imiter qui que ce soit et de se ranger sous quelque confrérie que ce soit.

(14) Quoi de plus faux et de plus efficace, par exemple, que de présenter le marxisme comme un grossier matérialisme? Quoi de plus aisé aussi que de dénigrer Voltaire en collectionnant les détails triviaux de sa biographie?

que de bien. Car en politique surtout on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs. La seule façon de limiter les dégâts et les victimes, c'est de ne pas hésiter à en faire (15).

B. L'ACTION POLITIQUE DU PARTICULIER

I. L'information.

« Le véritable homme d'Etat ne détient pas nécessairement le pouvoir, et le citoyen peut avoir raison contre le gouvernement, le bon citoyen contre le mauvais gouvernement. Le gouvernement sera alors illégitime, tout en étant légal, et le citoyen raisonnable et prudent, raisonnable parce que prudent et prudent parce que guidé par la vue du tout de la vie politique, est le véritable gouverneur » (16).

Et, en dehors des cas de révolte caractérisée, ce sont toutes les autres occasions qui s'offrent au citoyen d'agir sur la politique, et dont nous parlerons sous la rubrique suivante, qui lui imposent un vaste devoir d'information. Quand les gouvernants sont mauvais, il faut les remplacer, et donc en être capable. Quand leur action est insuffisante, il faut savoir comment la compléter. Sans quoi la critique non seulement reste inefficace, mais perd tout crédit.

A priori, sans doute, nous pouvons dire que l'information du particulier sera totalement insuffisante. Ajoutons-y, dans la grande majorité des cas, une parfaite incompétence technique dans les problèmes d'administration, d'économie, etc., une ignorance non moins complète du « dessous des cartes », et un manque d'expérience qui, politiquement parlant, constitue la carence la plus grave. Il faudrait en conclure que le particulier se trouve dans l'impossibilité d'émettre un jugement politique valable. Il perdrait tout droit à la critique et la règle d'or à lui inculquer serait : *abstenez-vous*.

Les choses ne sont heureusement pas aussi simples. Le citoyen est pour une bonne part incompétent, et rien n'est plus nécessaire que de lui rappeler cette incompétence : ses propos politiques auront moins d'emphase, seront moins passionnés et moins ridicules. Mais, d'un autre côté,

rien ne l'empêche de connaître le but de la politique (culture, richesse, respect pour tous) et de lui comparer ce qu'il perçoit de la situation actuelle de son pays et du monde. Ses vues seront partielles, mais donc aussi partiellement vraies ; elles ne suffiront pas à entraîner une décision gouvernementale, mais n'en seront pas moins valables à leur niveau.

Mieux encore : le gouvernement a réellement besoin des particuliers pour compléter sa propre information. C'est à eux à détecter et à signaler les problèmes, à rappeler les injustices, à exiger des réformes, à suggérer des solutions. Le rôle des particuliers devient ainsi de toute première importance, surtout lorsqu'on connaît la puissance que possède à notre époque la presse et l'opinion publique.

En pratique, bien informer le gouvernement et influencer ses décisions exige une énorme préparation, jamais terminée. La connaissance des faits n'en représente, en effet, que le premier moment ; vient ensuite l'étude scientifique de ces faits, qui doit permettre de les organiser de façon systématique et de les grouper en une totalité qui les explique. Et une fois la réalité suffisamment connue, vient l'étude des principes moraux qui doivent orienter l'action ; après avoir analysé ce qui est, on détermine ce qui *doit* être. Ces deux sont alors confrontés, et l'on en déduit un programme concret d'action — mais ce dernier point ne relève déjà plus tout entier de l'information.

L'ampleur d'un tel travail nous indique immédiatement qu'il doit être divisé et réparti entre les membres de la communauté et que chacun, tout en conservant une vue sommaire de l'ensemble, ne pourra en approfondir qu'un petit secteur. Toutes les disciplines scientifiques et techniques collaborent ainsi, avec au sommet les sciences économiques, politiques et sociales, lesquelles, à leur tour, doivent être intégrées dans un discours philosophique qui met chaque chose à sa place et en dégage le sens. La philosophie politique considère la réalité politique dans sa totalité et en fournit l'expression rationnelle. Elle n'a pas pour

(15) WEIL E., *Philosophie politique*, Paris, 1956, pp. 233-234. Gandhi lui-même disait : « Il est des cas où la force est la seule expression possible de la non-violence ». (Cité par Lanza del Vasto, *Le pèlerinage aux sources*, Paris, 1943, p. 311.)

(16) WEIL E., *Philosophie politique*, Paris, 1956, p. 197.

tâche de résoudre les problèmes de la pratique, mais d'expliquer pourquoi il y a des problèmes. Une telle prise de conscience est précisément ce qui peut donner au praticien le recul et l'ampleur de vue qui assureront sa compétence.

Philosophie politique et morale sont inséparables, bien qu'essentiellement distinctes. Disciplines théoriques et disciplines pratiques ne peuvent être confondues. Autant les principes moraux doivent rester purs et intransigeants, autant celui qui veut conduire un peuple à la raison et à la vertu n'a pas le droit de reculer devant l'emploi souvent nécessaire de la contrainte et de la violence. L'historien rappellera ici au gouvernement que la part de rationalité déjà présente dans notre monde n'y fut pas introduite par des décrets, mais s'imposa à la violence naturelle comme la solution la moins coûteuse pour les intérêts égoïstes qui s'y combattaient.

Le philosophe occupe une place tout à fait particulière parmi les citoyens qui collaborent aux connaissances agissant sur la politique. Non seulement toutes les sciences humaines se rejoignent dans la philosophie, mais la signification existentielle qu'elles contribuent à y former s'irradie à partir de là dans l'ensemble de la pensée et de la vie. Les idées apparemment les plus abstraites se répandent et toute la mentalité d'une époque peut s'en ressentir, même s'il faut plusieurs décades à cette pénétration. Et, ce qui est curieux, c'est qu'une telle influence résulte le plus souvent non d'une volonté d'influencer les esprits, mais d'une simple analyse du phénomène humain tel qu'il se présente au philosophe, analyse exécutée sans aucun souci d'efficacité pour l'avenir. Et, en effet, la tâche du philosophe s'arrête là : dire ce qui est, prendre une conscience claire de l'être humain et de son histoire, penser sainement le monde actuel. Le public, les politiciens ou les intellectuels se chargeront d'en déduire des conséquences pratiques et de passer à l'exécution — d'où la nécessité pour tout citoyen qui se veut informé de suivre de près les progrès de la philosophie. Pour le philosophe l'impératif unique est la clarté et la fidélité de la vision — exigences le plus souvent contradictoires. Il n'a pas trop de tout son temps et de toutes ses ressources pour penser juste et penser sainement. Son rôle politique à lui ne va pas plus loin.

II. L'intervention.

Le citoyen qui a suivi les événements doit ensuite s'arranger pour peser sur eux.

En dehors de ses possibilités officielles de participation au pouvoir et des répercussions évidentes d'une vie privée et professionnelle exemplaire, le particulier peut encore agir sur les esprits (pression théorique indirecte) et manifester par des actes publics, seul ou en groupe, sa volonté de changement.

La presse, la radio, l'école, l'université, les publications, les conférences, autant de moyens d'action politique indirecte. Ils se situent sur le plan théorique, mais n'en sont pas moins importants. Toute réalisation historique, en effet, est nécessairement un compromis entre l'objectif visé (humain, non naturel) et les moyens disponibles ; la pratique comporte une pesanteur propre qui tend à sacrifier de plus en plus la pureté de la fin à la commodité des moyens ; elle crie toujours trop tôt à l'impossible. La théorie aura, dès lors, pour tâche de redresser la barre, de réaffirmer la primauté des fins personalistes ; elle rappellera nos exigences humaines, spirituelles et leur priorité urgente, et poussera ainsi l'homme de la pratique à être plus exigeant vis-à-vis de lui-même, plus attentif, plus scrupuleux. Et ce redressement doit être aussi constant que l'est l'inclination à la facilité.

La critique se révèle donc une branche essentielle de l'action politique, une riche source d'information quant aux buts de la politique et quant à l'état d'esprit des administrés, un contrepois indispensable à l'action (ou à la passivité) gouvernementale (17). Bien entendu, cette critique doit être positive. Il ne s'agit pas seulement de détracter ce que font les autres : il faut indiquer comment faire mieux, imaginer soi-même des solutions, inventer des procédés. Et le particulier est d'autant mieux placé pour le faire que les décisions ne dépendent pas de lui et qu'il dispose ainsi de tout le recul nécessaire pour considérer les choses avec objectivité.

En fait, chacun se trouve ainsi engagé dans un gigantesque travail d'éducation. Et cette éduca-

(17) WEIL E., *Philosophie politique*, Paris, 1956, pp. 152, 161, 170.

tion est l'action politique la plus importante qui soit. Gouvernement et particuliers doivent y collaborer, et cette tâche est la plus essentielle de toutes celles qu'ils entreprennent : ses répercussions sont les plus décisives pour toute la politique, pour toute la vie publique et, par voie de conséquence, pour toute la vie privée. L'ambiance politique du pays en dépend, sa santé sociale, l'entente de ses membres, leur bon sens et leur pondération, la largeur de leurs vues et la qualité humaine de leur jugement.

Tous les auteurs politiques soulignent aujourd'hui combien l'éducation est le problème numéro un de la politique. Sa tâche est de faire accéder un nombre aussi grand que possible d'individus à l'*âge de raison*. La raison consiste ici à dépasser le point de vue particulier pour tenir compte d'autrui, à dépasser les intérêts égoïstes pour tenir compte de ceux des autres. Il s'agit de passer de l'individuel à l'universel, c'est-à-dire de l'animal à l'humain. Il s'agit de cultiver en soi et en autrui ce que la morale appelle le *respect*.

Le respect, le sentiment de responsabilité vis-à-vis de nos semblables : avec ce mot tout est dit. Là où il règne la vie en est transfigurée et la politique peut atteindre les plus beaux résultats. Sans lui, elle piétine et la voie est grande ouverte à l'injustice et à la violence.

À côté des moyens que nous avons déjà mentionnés pour agir sur les esprits, le citoyen peut avoir recours à des procédés plus directes ; il peut organiser des discussions publiques, des meetings, des congrès. Leur rôle est fondamental dans l'éducation des foules. Il peut, enfin, agir directement sur le gouvernement par une opposition organisée, la grève, par exemple. Cette opposition doit s'efforcer d'être non-violente sous peine d'agir dans un sens qui est la négation même de ses objectifs.

Enfin, il nous faut mentionner les cas d'action politique exceptionnelle : refus d'obéissance (dans une guerre injuste, par exemple), grève de la faim (Gandhi), et d'autres témoignages de toute première valeur, comme celui du « citoyen du monde » Garry Davis. De tels cas sont peut-être isolés, mais ils témoignent pour un monde humain et leur contribution à l'avènement de ce monde est inappréciable. Comme le dit M. Ricœur, ils rappellent aux hommes qu'ils disposent d'une vo-

lonté et que les innombrables déterminismes auxquels nous croyons trop facilement que se réduit la réalité politique sont précisément là pour être modifiés par nous (18).

Prenons le problème de l'injustice sociale : des couches entières de la société restent matériellement démunies, tandis que d'autres accaparent pouvoir, richesse, culture, etc. À première vue, il en a toujours été ainsi et, vu l'inégalité naturelle des hommes, il en sera toujours ainsi. Dire que l'argent est la cause de tous les maux est parfaitement vain : une fois l'argent supprimé, il restera des individus qui seront plus malins que les autres et qui en profiteront aux dépens de ceux-ci. La richesse et le pouvoir ont, en vertu d'une loi invariable, tendance à s'agglomérer dans des mains de moins en moins nombreuses. Ceci est tout à fait normal : le père qui a su conquérir certains avantages s'efforcera de les léguer à ses enfants et donc d'éviter que les enfants des autres ne supplantent les siens. Au lieu de pères de famille, ce peut être le cas de tout un groupe humain : aux Etats-Unis les Blancs ont tout avantage à exclure les Noirs de la course aux bonnes places : c'est autant de chances de réussite en plus pour les enfants blancs. En Belgique, les francophones ont, pour les mêmes raisons, tout avantage à maintenir les masses flamandes en état d'infériorité économique, culturelle et représentative. Même situation encore, il y a quelques années, entre les puissances industrielles et leur colonies.

Devant de telles situations, il n'y a que les particuliers qui peuvent agir, ou du moins qui peuvent prendre l'initiative de la réforme, car les gouvernements sont en général composés de ceux qui ont le plus d'avantages à ne rien changer à l'injustice qui les mit au pouvoir. L'opinion publique a pu abolir l'esclavage et les colonies ; elle doit continuer dans le même sens. Les intellectuels ont ici un magnifique programme d'action : chasser et sans cesse rechasser, partout où elle

(18) RICOEUR P., *Histoire et Vérité*, Paris, 1955, pp. 232-243. (*L'homme non violent et sa présence à l'histoire*). Ajoutons, dans le même ordre d'idées, que les ordres religieux apportent de la même manière une magnifique contribution à l'éducation du genre humain : les trois vœux d'obéissance, pauvreté et chasteté, montrent à tous et au grand jour que les instincts les plus violents n'ont rien de fatal. A ceux qui y cherchent une excuse pour leur lâcheté ils montrent à l'évidence que leur responsabilité reste entière. Un tel témoignage pèse plus sur l'histoire que toutes les prédications des moralistes.

persiste, s'implante ou renaît, la féodalité sous toutes ses formes (19).

Un cas particulièrement actuel de féodalité est celle qu'exercent les vieux aux dépens des jeunes. L'hygiène et la médecine ont l'insigne mérite d'avoir ajouté de nombreuses années à la vie humaine. Mais, voilà, les intéressés n'ont pas compris que leur avantage devenait un moyen d'oppression : les postes qu'ils occupent, ils les gardent jalousement et donc en excluent les jeunes générations. Tandis que les uns s'accrochent à leurs privilèges — mais n'est-ce pas une preuve d'incompétence que de s'accrocher au titre comme si sans ce titre on allait perdre tout crédit ? — les autres passent leurs années les plus productives à des tâches secondaires, pour ne pas dire serviles. Et quoi d'étonnant, dès lors, si ceux qui furent si longtemps brimés, une fois qu'ils occupent les postes de direction, n'en veulent à leur tour plus déloger ? Le cercle est vicieux, et l'est de plus en plus.

Il est donc grand temps de réagir. D'autant plus que la délinquance juvénile, dont les proportions sont de plus en plus effarantes, n'est pas la moindre conséquence de cet état de choses. Lorsque vers 15 à 16 ans le jeune homme se met à songer à l'avenir et qu'il découvre une société absolument compacte, monolithique, où toutes les places sont prises et toute initiative interdite, où plusieurs générations le précèdent qui attendent encore d'accéder aux postes intéressants, comment se mettrait-il au travail avec courage ? Il lui faudra attendre jusqu'à trente-cinq ou quarante ans avant de ne plus être tributaire de l'aumône de ses parents (20) et de gagner décemment sa vie ! Or, il est strictement naturel que l'homme puisse se marier à l'âge de vingt ans, et une société qui ne permet pas cela est une mauvaise société. Une société primitive et stagnante pouvait tolérer la tutelle patriarcale ; au XX^e siècle, cela n'est plus possible. D'autant plus que l'évolution ultrarapide de tous les aspects de la vie moderne exige, plus que jamais auparavant, des mesures promptes et des changements radicaux. Et à l'époque où il est de plus en plus difficile de suivre les événements et de s'y adapter, c'est à cette époque qu'on voit à la tête des affaires le moins d'hommes jeunes et le plus de vieillards, englués dans les habitudes, les catégories et les lenteurs du siècle précédent !

La solution n'est évidemment pas d'abaisser l'âge de la pension. Au contraire, dans beaucoup de métiers, on devrait supprimer la pension. Ce qu'il faut, c'est qu'en approchant de la cinquantaine — je dis bien de la cinquantaine — on prenne l'habitude de céder la place au suivant.

Ceci ne veut pas dire qu'on se retire de la vie active : ce n'est que la direction des affaires que l'on cède à des hommes plus jeunes, à des hommes qui auront des idées nouvelles. On prendra volontairement la seconde place, celle de celui qui conseille et qui exécute, qui met son expérience au service d'autrui — et rien ne remplacera jamais l'expérience — *mais qui ne décide pas*. Et plus l'homme mûr aura un rôle effacé, plus les jeunes reconnaîtront sa compétence, auront recours à lui et finalement l'estimeront au lieu de l'envier.

III. La manière.

La politique ne consiste pas à faire triompher mon avis, mais à améliorer le sort de tous. Sa caractéristique doit donc être l'universel — l'universel à l'intérieur d'une communauté nationale ou, depuis le progrès des communications et des techniques, à l'échelle du globe.

Or, les intérêts humains, même légitimes, loin de s'accorder, s'opposent.

Il faut donc s'entendre, arriver à un compromis. Une seule méthode : *la discussion* (21).

Sans doute, rien n'est plus difficile. Et pourtant c'est cela que l'éducation politique doit apprendre au public, aux partis et aux Etats. C'est la seule manière d'échapper à l'absolutisme et à la violence, la seule manière de fonder ou de maintenir en vie un gouvernement pour le peuple, une démocratie réelle, c'est-à-dire pluraliste, respectueuse des différences. Il s'agit de « transformer le combat en débat, la guerre en dialogue, l'adversaire en partenaire » (22). Il s'agit, pour chacun et à chaque instant de la journée, d'agir et de penser *en tenant compte d'autrui*.

(19) Depuis bientôt trente ans la revue *Esprit* travaille dans ce sens. Si elle se redit souvent c'est que les féodalités, en changeant de nom, n'ont pas changé de nature.

(20) Il n'est évidemment pas question ici des métiers manuels.

(21) WEIL E., *Philosophie politique*, Paris, 1956, pp. 202 ss, 255, 261.

(22) BORNE E., in *Esprit*, septembre 1959, p. 187.

Autrui c'est celui qui est autre, par ses idées, ses manières, ses désirs, son genre de vie. Spontanément il est l'étranger, l'*alienus*, le barbare, le sous-homme, le type à abattre. Eh bien, ce type-là je dois en faire mon égal, et je dois passer à son service, car sinon il ne passera pas au mien et nous ne pourrions pas vivre ensemble, c'est-à-dire collaborer au bien de tous. C'est en lui faisant sentir qu'il peut compter sur moi qu'un jour je pourrai compter sur lui. Eduquer à la discussion c'est éduquer au respect.

Nous avons déjà vu que le respect était la condition première de toute réussite politique. Nous pouvons considérer cela de plus près : aucune démocratie n'existera jamais sans le respect de la parole donnée, sans la fidélité aux engagements, aux contrats — ce qui n'est qu'une des manifestations de ce respect d'autrui. Or, le respect des engagements est le fait de fort peu de peuples : il semble d'origine germanique (ainsi la notion de *félonie*) et n'a guère appartenu qu'au peuple romain (23), et aujourd'hui aux peuples de la Mer du Nord (24). Il est alors significatif de remarquer qu'à deux ou trois exceptions près ces pays sont les seuls à ne pas connaître de marasme économique, social ou politique ... (Ceci particulièrement à l'adresse de ceux qui en sont encore à concentrer tout le problème politique dans l'opposition communisme-capitalisme) (25).

IV. Les résultats.

Rien ne pèse d'avantage sur les événements que la parole et la pensée (26). Rien n'a plus d'efficacité politique que les théories et les discussions : même quand celles-ci n'aboutissent pas, ce sont elles qui ont permis de découvrir et de poser les problèmes, ce qui est le premier pas et le plus important dans la voie de leur solution (27).

La pratique montre que les gouvernements tiennent le plus grand compte de l'opinion publique et des partis. Mais nous tenons à rappeler une fois encore qu'il ne s'agit là que d'un des éléments qui doivent intervenir dans la décision. Le particulier peut avoir entièrement raison du point de vue moral : il n'est pas encore dit que le gouvernement doive se ranger à son avis.

Si la raison définit le plan ou les différences individuelles peuvent se composer et collaborer, il

est évident que ce sont les gens raisonnables qui font une nation (et un monde) raisonnable. Chacun porte donc l'écrasante responsabilité de l'ambiance qu'il fait régner autour de lui, où qu'il se trouve. Il est vrai que lorsque des intérêts généraux sont en cause les plus pondérés sont parfois pris de ce fatal démon qui conduit tant de foules aux pires absurdités. N'empêche que dans la société des hommes aucune phrase ne se perd : ou bien elle alimente l'irréductibilité des individus, ou bien elle favorise dans les âmes l'avènement d'une paix universelle.

On ne peut assez souligner le rôle, déterminant pour la vie publique, de la mentalité et de l'attitude de chacun. Les meilleures constitutions et les meilleures lois échouent devant l'apathie ou l'égoïsme à courte vue des particuliers. Le prestige et l'autorité effective d'un gouvernement, et donc son efficacité réelle, tout cela dépend en dernière analyse de l'attitude des individus. Voilà le fameux inpondérable sur lequel butte toute théorie et toute pratique politique. C'est lui qui fait la réussite ou l'échec, lui qui réalise la démocratie ou appelle la dictature.

Mieux encore: il revient aux particuliers de protéger la politique contre elle-même. D'abord parce que toute institution humaine doit être surveillée de près, sans cesse redressée et rajeunie, qu'il s'agisse de la constitution de Sparte, de l'Inquisition ou du socialisme soviétique. Ensuite parce qu'une politique qui réussit se démolit elle-même : créant l'abondance elle endort ses citoyens, alors qu'un peuple n'est prospère, au sens vrai du mot, qu'aussi longtemps qu'il doit lutter et qu'il a à conquérir. Le but de la politique est le bien commun, qui n'est ni la liberté ni le bonheur — la liberté de faire tout ce qu'on veut et le bonheur de ne devoir rien faire — mais le travail et le bon travail. Autrefois, le gouvernement pouvait agir en ce sens, éduquer le peuple

(23) Ceci est un argument supplémentaire en faveur de l'origine nordique des tribus qui se fixèrent sur les collines de Rome. Voir VAN DEN BRUWAENE M., *La Société Romaine, Les origines et la formation*, Bruxelles-Paris, 1955.

(24) Il faut y ajouter les pays où la mentalité anglo-saxonne s'est implantée, Etats-Unis, Canada, Australie, etc.

(25) S'il est vrai que le progrès économique conditionne le progrès politique, nous voyons ici que le progrès économique lui-même est d'abord conditionné par des facteurs psychologiques et moraux.

(26) MERLEAU-PONTY M., *Signes*, Paris, 1960.

(27) WEIL E. *Philosophie politique*, Paris, 1956, pp. 205-206.

en lui imposant visières et contraintes ; et en effet, tant qu'il se sentit dominé par l'Etat et l'Eglise il conserva son bon goût et produisit des chefs-d'œuvre — qu'on se rappelle la lettre de Saint-Exupéry au général X. Mais aujourd'hui c'est aux particuliers eux-mêmes à s'imposer la nécessité du travail, à rechercher sa qualité, à lui donner un sens.

C'est donc la puissance même de l'Etat moderne qui fait apparaître son essentielle faiblesse : au moment où le problème de la famine est virtuellement surmonté, où les peuples les plus arriérés

s'industrialisent, où les heures de travail diminuent et où les loisirs augmentent jusqu'à en devenir presque accablants, à ce moment-là l'on constate que tout ce temps libre que nous donne l'Etat, il est incapable de nous en enseigner l'usage. A quoi sert-il de disposer de beaucoup de temps si l'on ignore à quoi l'employer ? (28). La question du *pourquoi*, la question du sens surgit aujourd'hui avec une urgence inégalée. Et plus personne ne peut répondre à notre place.

(28) WEIL E., *Philosophie politique*, Paris, 1956, p. 94.

